

Au lieu de combattre la pauvreté, ils combattent les pauvres.

... comme une institution humaine peut le faire, mais, malheureusement, nous ne pouvons pas nous permettre de faire ce que seuls les anges peuvent faire.

Mettre la finance au service des Canadiens, il n'y a que les anges qui puissent faire cela. Le gouvernement actuel est incapable de faire quoi que ce soit dans ce domaine. Et ces affirmations ont été confirmées par celles du ministre des Postes et des Communications, qui disait:

Ce n'est plus de la science économique, monsieur l'Orateur,

... le Crédit social ...

... c'est de la folie.

C'est de la folie! Et il poursuivait:

En d'autres termes, notre pays regorge de matières premières ...

Tout le monde le sait, y compris le ministre.

... et de ressources énergétiques, et notre potentiel agricole est immense. Ce sont toutes ces richesses qui garantissent la valeur de ce nouvel argent.

Là-dessus, le ministre est dans les patates comme il l'a toujours été. Ce n'est pas du tout ce que les créditistes ont dit. Ils ont préconisé l'établissement d'un système, une monnaie saine, non pas basé sur le potentiel, mais sur la production.

Et le ministre de continuer: Qu'est-ce qu'on ferait avec l'uranium qui n'est pas vendu? Que ferions-nous avec des produits agricoles invendus? Que ferions-nous avec du blé invendu? Que ferions-nous avec toute notre production invendue?

Monsieur l'Orateur, la première chose à faire avec toute la production invendue, c'est au moins de nourrir notre peuple canadien. Pensons à cela d'abord plutôt qu'aux ventes à l'étranger. Nous avons évidemment un commerce extérieur à alimenter, mais quand nous demandons une augmentation de revenu, le ministre dit: L'argent perdrait de sa valeur.

L'argent perdrait de sa valeur si nous allions le chercher dans les poches des gens pour le redistribuer, pour augmenter le prix des marchandises. Si l'on augmente les salaires et les prix des matériaux, c'est entendu que cela augmentera les prix jusqu'à deux, trois, quatre ou cinq fois leur niveau, comme c'est le cas sous le système actuel. Le ministre sait que ce n'est pas le Crédit social qui fait hausser le coût de la vie présentement, mais plutôt le système de singe que le ministre défend si habilement, avec tant d'audace et d'arrogance, quand il s'adresse à des hommes d'affaires, à des professionnels, à des clubs sociaux.

Que l'on apporte de l'eau au ministre, car il en a besoin, c'est le temps.

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre disait:

Le crédit gratuit, quel que soit son but, aura toujours pour conséquence la destruction de la propriété.

On est actuellement en train d'anéantir la propriété. Ce n'est pas le Crédit social, c'est le système actuel. L'honorable ministre est au courant. Si l'on veut construire un édifice public fédéral, une route, une école, un hôpital, on est obligé, à cause de l'intérêt qu'il faut verser sous le système actuel, de payer trois hôpitaux pour en obtenir un: un pour nous et deux pour la finance. Jusqu'où ira l'honorable ministre dans cette voie? Nous vivons dans un système d'argent-dette.

J'ai déjà cité l'exemple du pont Jacques-Cartier, à Montréal, et je vais le citer de nouveau. Le coût original de ce pont était de 18 millions. Or, nous avons jusqu'ici payé 20 millions en intérêt seulement sur le coût de ce pont et nous devons encore 14 millions. Le secrétaire d'État m'a déjà répondu: Oui, mais le député ne tient pas compte du fait que le pont Jacques-Cartier a permis à des camions de transporter de la marchandise de la rive sud à la rive nord. Cela, tout le monde le sait, mais si, avec la somme de 20 millions d'intérêt on avait construit un deuxième pont, à un coût de 18 millions, l'honorable ministre ne reconnaît-il pas qu'on aurait pu passer deux fois plus de marchandises et qu'on aurait deux ponts au lieu d'un seul. Nous avons payé ce pont deux fois et nous devons l'équivalent d'un troisième! Et l'honorable ministre trouve que c'est logique, que c'est un système intelligent.

Mais je veux revenir sur ceci: Le Ralliement créditiste n'a jamais dit d'imprimer du crédit sans considération. Au fait, je défie l'honorable ministre de me citer un discours dans lequel je l'aurais dit. J'ai dit plutôt: Équilibrons le système monétaire selon ce que le peuple est en mesure de produire. Il n'a pas du tout été question d'augmenter les prix en créant plus d'inflation. Que l'honorable ministre nous dise donc, à l'occasion d'un prochain discours, que le fait de créer du crédit nouveau, par l'intermédiaire de la Banque du Canada, n'augmentera le prix d'aucune marchandise, distribué sous forme de dividende national basé sur la production à tous les citoyens, afin d'augmenter leur pouvoir d'achat, sans que les prix augmentent? Que l'honorable ministre nous le dise donc un de ces jours.

Nous pouvons augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs canadiens sans entraîner d'inflation, en ne perdant jamais de vue les statistiques relatives à la production canadienne et en augmentant le pouvoir d'achat,